

Afghanistan: Un appel pour la sécurité

17 juin 2003

Nous, les organisations humanitaires soussignées de droits de la personne, de société civile et de prévention des conflits, demandons à la communauté internationale d'accorder à l'OTAN un mandat déterminant de stabilisation en Afghanistan. Ce mandat devrait comprendre l'expansion de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) à des endroits et des routes de transport stratégiques situés à l'extérieur de Kaboul, et un appui actif à un programme intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration de toutes les forces de milice qui échappent au contrôle du gouvernement central. Les efforts déjà entrepris en vue de former des forces nationales afghanes de sécurité représentatives et professionnelles doivent être accélérés.

Au cours des six derniers mois, la sécurité s'est détériorée et la violence envers les civils s'est intensifiée. À moins que les conditions de sécurité s'améliorent, les progrès réalisés jusqu'à maintenant en Afghanistan seront compromis. Les efforts de reconstruction sont déjà entravés. À moins d'un changement important à la situation qui prévaut en ce moment en matière de sécurité, les conditions pour la tenue d'élections libres et justes ne seront pas en place d'ici juin 2004.

Progrès compromis

Beaucoup a été accompli en Afghanistan depuis la chute des talibans et la signature de l'Accord de Bonn en décembre 2001. Après 23 années de guerre, l'Administration transitoire d'Afghanistan, dirigée par le président Hamid Karzaï, a été établie après la tenue d'une *loya jirga* à l'échelle du pays. Le gouvernement central a depuis adopté un budget de développement national, complété une réforme de la monnaie, et entrepris l'important travail de rédaction d'une nouvelle constitution. De plus, au-delà de deux millions de réfugiés sont retournés en Afghanistan – le plus important effort de rapatriement volontaire des 30 dernières années. Après la tenue d'une campagne concertée de retour à l'école en mars 2003, un nombre record de quatre à cinq millions d'enfants sont retournés à l'école, comparativement à trois millions l'an dernier.

En dépit des importants progrès réalisés à ce niveau et dans d'autres domaines, les efforts du gouvernement afghan pour continuer de mettre en application les dispositions de l'Accord de Bonn et pour rebâtir l'économie et l'infrastructure politique du pays sont maintenant compromis par la détérioration de la sécurité.

Cadre de sécurité inadéquat

La communauté internationale doit continuer à établir la capacité du gouvernement central de maintenir la paix et de faire respecter la loi. Une sécurité durable ne peut être établie que par un gouvernement afghan fort, qui contrôle les questions de sécurité internes et externes. Les efforts en vue de créer une armée nationale afghane ont échoué; jusqu'à maintenant, seulement 4 000 des 70 000 soldats envisagés ont complété leur entraînement. Selon les évaluations les plus optimistes, le gouvernement central disposera à la mi-2004 de seulement 9 000 soldats – une fraction des forces qui se trouvent présentement sous les ordres des différents commandants régionaux. La formation d'une nouvelle force de police s'est également avérée décevante. Le programme de formation dirigé par les Allemands a débuté en mars 2003, avec de 500 à 600 recrues. Ces programmes doivent être accélérés, et faire partie d'une approche coordonnée envers la réforme de la sécurité, qui doit également comprendre la démobilisation et la réintégration de tous les combattants des différentes milices qui échappent au contrôle gouvernemental.

Les efforts internationaux de maintien de la paix, en Afghanistan, ont surtout été limités à Kaboul, où un contingentement de 4 800 soldats provenant de 29 pays exécute un mandat de l'ONU. Les forces

américaines et des autres membres de la coalition s'efforcent d'assurer la sécurité à l'extérieur de Kaboul à l'aide d'« équipes provinciales de reconstruction », composées à la fois de personnel militaire et civil. Ces équipes, déployées en quelques endroits seulement, comprennent entre 50 et 100 personnes, et ne possèdent pas les ressources nécessaires pour contrer sérieusement la menace que représentent les seigneurs de guerre et les autres bandes armées. Quelque 11 500 combattants de la coalition, dirigés par les É.-U., poursuivent les groupes d'opposition armés, mais ils ne sont pas chargés de protéger la population civile. Pour la majorité des Afghans, la sécurité demeure précaire, et contrôlée par les seigneurs de guerre régionaux, les trafiquants de drogue ou des groupes associés aux terroristes. La situation ne fait qu'empirer, et aucun plan coordonné n'est en place pour mettre fin à l'escalade de la violence. Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et son représentant spécial, Lakhdar Brahimi, préconisent l'expansion de l'ISAF afin d'assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire afghan.

La situation se détériore

Le processus de paix est entravé par l'intimidation et le harcèlement quotidien de la population afghane, les luttes entre les différents groupes ethniques et chefs de groupes, et une récente recrudescence d'attaques que l'on reproche à des fuyitifs d'Al-Qa'ida et des talibans, ainsi qu'aux forces Hisb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. On assiste à une recrudescence d'activités par les éléments hostiles au gouvernement afghan et à la communauté internationale, particulièrement dans les provinces limitrophes du sud et de l'est. Un ingénieur en hydraulique attaché à une organisation humanitaire a été assassiné en mars, tandis qu'en avril, des agresseurs ont lancé des grenades dans un camp pour enfants établi par une agence des Nations Unies. Des bureaux de l'ONU à Gardez et à Kandahar ont également subi des attaques de grenades. En avril, des démineurs afghans ont à quatre reprises fait l'objet d'embuscades dans le sud de l'Afghanistan. Les rivalités entre leaders régionaux et factionnaires sont constantes et nombreuses. Dans l'ouest, les forces du gouverneur de Heart, Ismael Khan, sont aux prises avec celles du commandant local, Amanullah Khan, et du gouverneur local Gul Mohammad. Dans le sud, les forces loyales au gouverneur de Kandahar, Gul Agha, affrontent celles du général Akram. Dans le nord, les généraux Dostum et Atta continuent de se mesurer les uns aux autres près de Mazar-i-Sharif.

En mai, l'ONU a ordonné à ses employés de se faire accompagner d'escortes armées au cours de leurs déplacements dans six provinces instables du sud. Les déplacements et les activités des ONG sont régulièrement suspendus pour deux à trois jours dans certaines régions, bien que les conditions ne soient pas suffisamment mauvaises pour entraîner la cessation complète des opérations locales. Toutefois, la sécurité continue de se détériorer, au point où les Afghans disent maintenant que « la sécurité était bien meilleure sous le régime des talibans ». Il faut mettre fin à la situation actuelle.

Sécurité insuffisante pour tenir des élections et inscrire les électeurs.

Dans à peine un an, en juin 2004, des élections doivent avoir lieu en Afghanistan. La tenue d'élections libres et équitables – dans le respect des droits de la personne, en offrant des possibilités d'accessibilité raisonnablement égales à tous les électeurs, partis et candidats – est essentielle au succès du processus de Bonn. La tenue d'élections libres et équitables nécessite un climat libre de violence, d'intimidation et de coercition. Les défis continuels lancés à l'autorité du gouvernement central par les seigneurs de guerre et les groupes terroristes, et l'absence persistante de sécurité dans plusieurs parties du pays, rendent la préparation d'élections difficile, y compris l'inscription des électeurs. La communauté internationale doit entreprendre une action immédiate pour appuyer les efforts du Gouvernement de l'Afghanistan, en vue de créer les conditions qui permettront l'an prochain au peuple afghan de choisir librement son propre gouvernement.

Stabilité grâce à l'OTAN

L'OTAN reconnaît depuis longtemps la nécessité d'une force robuste pour stabiliser la situation qui prévaut après un conflit (par ex. dans les Balkans). Tout comme la présence de forces à Sarajevo n'aurait pas réussi à stabiliser l'ensemble de la Bosnie, des troupes stationnées à Kaboul ne peuvent pas, à elles seules, stabiliser l'Afghanistan. Pour que l'Afghanistan connaisse la paix et la stabilité, il faut dès maintenant envoyer des soldats de la paix dans les principales villes et routes de transport à l'extérieur de Kaboul. L'ISAF peut accomplir cette tâche, à condition de disposer du mandat et des ressources nécessaires. En août 2003, l'OTAN prendra le contrôle de l'ISAF. Accroître la présence de l'ISAF nécessite du temps pour réunir les troupes et les déployer. C'est maintenant qu'il faut en donner l'ordre à l'OTAN, pour que ces mesures entrent en vigueur en août.

Nous demandons à la communauté internationale d'étendre le mandat de l'ISAF, et de lui fournir les ressources nécessaires pour assurer la sécurité en Afghanistan, de façon à ce que la démocratie puisse prospérer. Cette démarche améliorera les perspectives de paix et de stabilité, en Afghanistan comme dans le reste du monde.

Signataires:

ActionAid	Danish Committee for Aid to Afghan Refugees
Afghanaid	Danish Refugee Council
Afghan Community Islamic Center of San Diego	Episcopal Migration Ministries
Afghani Community of Greater Salt Lake City	Equality Now
Afghans4tomorrow	Ethiopian Community Development Council
Aide Médicale Internationale	Feminist Majority
Air Serve International	Fund for Peace
American Near East Refugee Aid	Global Action to Prevent War
Asian Institute For Rural Development	Hope Worldwide
AUSTCARE	Human Rights Watch
Australian Council for Overseas Aid	Institute on Religion and Public Policy
British American Security Information Council	International Catholic Migration Commission
Campaign for U.N. Reform	International Crisis Group
CARE International	International Human Rights Law Group
Caritas Internationalis	International Medical Corps
Catholic Relief Services	International Rescue Committee
Center for Victims of Torture	International Women's Health Coalition
Center for Humanitarian Cooperation	Jesuit Refugee Service/USA
Children in Crisis	Marie Stopes International
Christian Children's Fund/ Child Fund Afghanistan	Media Action International
Church World Service	Mercy Corps
Church Women United	National Council of Women's Organizations
Coalition for International Justice	National NGO Council of Sri Lanka
Coalition of Afghan Associations of Northern California	National Peace Corps Association
Committee for an Effective International Criminal Law	Norwegian Refugee Council
Congressional Hunger Center	NOW Legal Defense and Education Fund
Concern International	Ockenden International
Concern Worldwide	Operation USA
Cordaid	Orphans and Widows Association of San Diego
	Oxfam International
	Pax Christi International
	Peace Through Law Education Fund
	Physicians for Human Rights

Project on the Future of Peace Operations at the
Henry L. Stimson Center
Refugee Consortium of Kenya
Refugee Educational Trust
Refugees International
Save the Children UK
Save the Children USA
Solidarités
Triangle Generation Humanitaire
US Committee for Refugees/Immigrant Refugee
Services of America

Vital Voices Global Partnership
Washington Kurdish Institute
Widows for Peace and Reconstruction
Women's Commission for Refugee Women and
Children
Women's EDGE
World Order Models Project
World Vision Afghanistan
World Vision US